



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

## **Arrêté du 10 décembre 2024 portant prescriptions complémentaires à la société ALSACHIMIE à Chalampé**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses livres II et V, et en particulier ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des SDAGE 2022-2027 des parties françaises des districts du Rhin et de la Meuse et arrêtant les Programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société RHODIA Opérations située à Chalampé en référence au titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la Société RHODIA Opérations située à Chalampé ;

VU la version publique datée du 6 février 2020 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 portant autorisation à la société ALSACHIMIE pour l'exploitation d'une nouvelle unité de production d'HMD à Chalampé ;

VU le rapport de constats du 16 septembre 2014 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport du 23 juin 2016 (motivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé) de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la demande d'adaptation des prescriptions transmise au préfet du Haut-Rhin par la société ALSACHIMIE le 14 mai 2024 ;

VU le rapport du 13 septembre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires en date du 25 septembre 2024 ;

VU les échanges entre le pétitionnaire et l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé, encadre la mise en œuvre de la barrière hydraulique sur site et ce en lien avec l'épisode de pollution des sols et sous-sols par du cyclohexane survenue en décembre 2002 au droit des installations ;

Considérant que les constats retranscrits dans le rapport du 16 septembre 2014 susvisé et l'analyse réalisée par l'inspection dans le rapport du 23 juin 2016 susvisé, établissent en lien avec les éléments déclarés par l'exploitant dans sa demande que la pollution au cyclohexane est résorbée à date du 16 septembre 2014 ;

Considérant ainsi qu'en l'absence de pollution résiduelle historique et en fonctionnement normal des installations, il n'y a pas lieu de maintenir en tout temps un rabattement des eaux souterraines au droit des installations ;

Considérant cependant que cette barrière reste pertinente en cas de dérive des concentrations mesurées dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines du site, ou en cas d'accident provoquant une pollution des terres au droit des installations ;

Considérant que le fait de ne plus imposer en tout temps un débit de pompage à 6 000 m<sup>3</sup>/h permettra de rationaliser les prélèvements d'eau réalisés et diminuer en cas de besoin les impacts sur la ressource en eau (économie estimée par l'exploitant à 1,6 millions de m<sup>3</sup>/an en fonction des niveaux de production) ;

Considérant que l'exploitant a réalisé une étude composée de modélisations de 13 scénarios montrant le maintien d'efficacité de la barrière hydraulique en abaissant les débits prélevés entre 3 810 m<sup>3</sup>/h et 4 390 m<sup>3</sup>/h ;

Considérant ainsi qu'il est possible de modifier les prescriptions de l'article 4.1.3 considérées ci-avant en imposant la mise en œuvre de barrière uniquement en cas de dérive de la qualité des eaux en lien avec l'autosurveillance assurée par l'exploitant (en fixant un minimum de prélèvement à 4 500 m<sup>3</sup>/h), ou en cas d'accident/déversement sur site susceptible d'affecter la qualité des eaux souterraines (en fixant dans ce cas de figure un minimum de prélèvement à 6 000 m<sup>3</sup>/h) ;

Considérant que les valeurs guide environnementales ou normes de qualité environnementales pour les eaux souterraines sont à prendre en référence au SDAGE susvisé, fixant pour objectif une qualité eau potable des eaux de la nappe d'Alsace, en référence à l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé ;

Considérant par ailleurs que le maintien de la performance se fait sous certaines conditions d'exploitation des différents puits qu'il convient de retranscrire par voie d'arrêté ;

Considérant cependant que l'exploitant n'identifie pas dans son étude les impacts de ces modifications des conditions d'exploiter les pompages sur la pertinence du programme et réseau de surveillance des eaux souterraines au droit des installations ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire de prescrire par voie d'arrêté la transmission d'une étude hydrogéologique quant à la pertinence du réseau et programme de surveillance actuellement opposable aux installations ;

Considérant qu'au vu des éléments exposés ci-avant, il apparaît possible (compte tenu du maintien de la protection des intérêts mentionnés au L. 511-1) et souhaitable (vis-à-vis de la préservation de la ressource en eau) de modifier l'autorisation tout en encadrant les nouvelles conditions d'exploiter proposées par l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup> : Objet

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

### Article 2 : Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 25 août 2016	Article 4.1.3	remplacée par l'article 3

### Article 3 : Rabattement de la nappe

Les dispositions de l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

**«1) dérive des paramètres d'autosurveillance des eaux souterraines :**

Dans le cas où la surveillance des eaux souterraines établie en application des dispositions de l'article 49 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022, montre une dérive (dépassement de la contribution du site de l'un des seuils fixés par le point I de l'annexe I et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé) sur l'un des paramètres mesuré, un rabattement des eaux souterraines est assuré (jusqu'à résorption de la dérive constatée) au droit du site au moyen de pompes. Il est ainsi protégé sur sa périphérie par un réseau de puits, permettant d'assurer ce rabattement de la nappe. L'arrêt du pompage doit recevoir l'accord préalable formel de l'Inspection.

Les contraintes d'exploitation des puits sont définies ci-après. Les puits P13, P15, P16, P17 et PS1 sont considérés comme faisant partie de la « barrière nord » du piège hydraulique.

Le fonctionnement des puits est reporté en salle de contrôle. Chaque arrêt inopiné de l'un des puits génère une alarme.

L'exploitant veille à ce que le débit minimum pompé par l'ensemble des puits du site soit maintenu à plus de 4 500 m<sup>3</sup>/h en respectant les conditions d'exploitation suivantes :

- les forages, lorsqu'ils sont utilisés, sont exploités à leur débit nominal. Le puits P27, équipé d'un variateur, sera exploité au minimum au débit de 700 m<sup>3</sup>/h en moyenne journalière sur les heures de fonctionnement,
- le puits PS1 est maintenu en pompage sauf dans le cas où les ouvrages P13, P15, P16 et P17 sont en fonctionnement au débit nominal,
- l'arrêt en simultané de deux ouvrages adjacents de la « barrière nord » (hors PS1) n'est pas possible. Par conséquent, il faut qu'au moins l'un des deux puits des doublets suivants soit en fonctionnement : P13-P16, P16-P17 et P17-P15,
- lorsque les forages P20 et P27, en position latérale du piège hydraulique, sont à l'arrêt (l'un ou l'autre ou les deux) seul un des forages de la « barrière nord » peut rester à l'arrêt. Dans ces conditions les forages P22 et P14 sont maintenus en fonctionnement.

L'exploitant informe l'inspection de la mise en œuvre du dispositif dans les 24 heures.

L'exploitant transmet à l'inspection trimestriellement le bilan de fonctionnement du pompage (débits pompés en m<sup>3</sup>/h et m<sup>3</sup>/j, puits utilisés et débits respectifs), et mesures de qualité de l'eau associées au programme de surveillance précité.

Si l'exploitant choisi de mettre en œuvre la barrière hydraulique constitué par les puits de son site, à un débit minimal supérieur ou égal à 6 000 m<sup>3</sup>/h. Les conditions d'exploitation relatives au débit minimal de 4 500 m<sup>3</sup>/h (mentionnés ci-avant) sont alors remplacées par les suivantes :

- l'arrêt simultané de plus de deux puits de la « barrière nord » n'est pas possible,
- le fonctionnement des puits est reporté en salle de contrôle. Chaque arrêt inopiné de l'un des puits génère une alarme.

## **2) Déversement accidentel menant à une pollution des sols avec risque de transfert vers les eaux souterraines :**

Au-delà de toutes mesures prises pour la limitation des effets sur l'environnement, la résorption de la pollution créée, et la dépollution des secteurs environnementaux impactés, dans le cas où un déversement accidentel d'une substance ou produit susceptible de polluer les eaux souterraines survient au droit de l'enceinte de la plateforme, l'exploitant met en œuvre la barrière hydraulique constitué par les puits de son site, à un débit minimal supérieur ou égal à 6000 m<sup>3</sup>/h. Les conditions d'exploitation relatives au débit minimal de 4 500 m<sup>3</sup>/h (mentionnés ci-avant) sont alors remplacées par les suivantes :

- l'arrêt simultané de plus de deux puits de la « barrière nord » n'est pas possible,
- le fonctionnement des puits est reporté en salle de contrôle. Chaque arrêt inopiné de l'un des puits génère une alarme.

L'exploitant informe l'inspection de la mise en œuvre du dispositif dans les 24 heures.

L'exploitant transmet à l'inspection trimestriellement le bilan de fonctionnement du pompage (débits pompés en m<sup>3</sup>/h et m<sup>3</sup>/j, puits utilisés et débits respectifs), et mesures de qualité de l'eau associées au programme de surveillance précité.

L'arrêt du débit de pompage minimal fixé ci-avant doit recevoir l'accord préalable formel de l'inspection

### **3) maintien dans le temps de la performance de la barrière hydraulique :**

L'exploitant formalise et respecte un programme de maintenance préventif pour l'ensemble des équipements impliqués dans l'exploitation de la barrière hydraulique décrite ci-avant (notamment puits, pompes, vannes, etc), permettant de garantir la mise en œuvre en toutes circonstances de celle-ci. Les pompes de l'ensemble des puits du site susceptibles d'être utilisés pour la mise en œuvre de la barrière hydraulique sont à minima mis en route une fois par an.

### Article 4 : Révision du programme de surveillance des eaux souterraines

**Dans un délai de 6 mois** l'exploitant transmet au préfet une étude quant à la pertinence des articles relatifs à la surveillance des eaux souterraines opposables à ses installations (notamment celles de l'article 49 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022). Le cas échéant l'exploitant accompagne cette analyse d'une demande de modification des prescriptions opposables à son site.

### Article 5 : Modalités d'exécution

#### Article 5.1 – publicité

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 5.2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 5.3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 5.4 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre 7 du Livre 1er du Code de l'environnement.

## Article 5.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Alsachimie.

À Colmar, le 10 décembre 2024

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

**Délais et voies de recours** (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).